



UNION DES COMORES

Unité-Solidarité-Développement

**ALLOCUTION DE SON EXCELLENCE MONSIEUR HOUMED M'SAIDIE
MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DE LA PECHE, DE L'ENVIRONNEMENT, DU
TOURISME ET DE L'ARTISANAT
A LA CONFERENCE DE LISBONNE CONSACREE SUR LES OCEANS
DU 27 JUIN AU 1^{ER} JUILLET 2022**

Messieurs les Président et Chefs de Gouvernement,

Chers collègues,

Mesdames et Messieurs,

Distingués invités,

L'Union des Comores, comme tant d'autres Petits Etats insulaires en développement, est un pays menacé et virtuellement en sursis du fait de la montée du niveau de la mer et des bouleversements induits par les effets d'un changement climatique dans lequel il n'a aucune responsabilité.

Dans ce contexte, vous comprendrez aisément combien mon pays a répondu avec enthousiasme et fermeté au sommet de Brest en février dernier en France, et continue à exprimer une volonté très forte d'investir et d'innover pour faire de la mer un espace de développement et de croissance soutenables.

Je suis convaincu et j'espère profondément que les engagements pris sur la préservation des Océans à Brest seront suivis d'effets concrets et qu'ils aggloméreront la communauté internationale autour de cette cause prioritaire.

Mesdames et Messieurs,

Les questions abordées, ici, dans notre conférence touchent au cœur les préoccupations gouvernementales de l'Union des Comores. Elles sont définies dans différents documents cadres nationaux pour rendre l'Union des Comores un pays émergent à l'horizon 2030.

La coalition d'États en faveur de l'adoption du traité de l'ONU sur la haute mer, la lutte contre la pêche illicite non-déclarée et non-réglémentée, les questions relatives aux déchets marins et la pollution plastique, en soutenant à la constitution d'un Comité de négociation pour un accord global sur les plastiques, les questions relatives au cadre stratégique mondial de la Conférence sur la Diversité biologique sont autant de sujets essentiels pour le futur de mon pays et de tous les pays riverains des océans.

Mais je souhaiterais néanmoins, à ce stade, rappeler combien la situation des Petits Etats insulaires en développement est précaire. Sur fond de pandémie

et d'appauvrissement global, nous assistons désormais à des migrations climatiques. Aujourd'hui dans le Pacifique, demain dans l'Océan Indien et dans les Caraïbes, nous voyons déjà et verrons plus encore des migrants victimes de la montée du niveau de la mer. Partout nous rencontrons des communautés locales et des pêcheurs qui ne peuvent plus tirer dignement un revenu de leur activité et qui constatent la réduction des stocks halieutiques et la croissance exponentielle du plastique dans les océans. Il s'agit là d'un sujet de préoccupation mondial, mais pour nous, Petits Etats Insulaires en développement, il s'agit bel et bien de notre quotidien et je souhaite donc qu'une mention spéciale soit réservée dans les conclusions de cette conférence de Lisbonne à la problématique de nos PEID.

Concernant Les questions de l'environnement, en particulier des déchets et de la pollution plastique, et suite à la déclaration de la conférence ministérielle sur les déchets marins et la pollution plastique en 2021, une mobilisation politique mondiale est lancée en vue de soutenir la mise en place d'un comité de négociation pour un accord global sur les plastiques dans un cadre de traité juridiquement contraignant sur les plastiques. L'Union des Comores a soutenu activement cette initiative lors de la 5^{ème} Assemblée des Nations-Unies pour l'Environnement tenue à Nairobi le mois de mars 2022.

S'agissant des instruments pour renforcer la lutte contre la pêche illicite non-déclarée et non-réglémentée, l'Union des Comores réitère son engagement à adhérer à l'Accord relatif aux mesures du ressort de l'État de Port pour mieux lutter contre ce fléau mondial qui sape les efforts de la pêche durable.

Néanmoins, je rappelle que, malgré tous les efforts faits, le PSMA demeure difficilement applicable au niveau des pays en développement du fait de nos moyens techniques et financiers limités pour effectuer des inspections. Au nom des Comores, je saisis l'occasion qui m'est donnée pour remercier la FAO d'avoir commencé à prendre en compte ces difficultés spécifiques de nos Etats d'abord à travers les Programmes de coopération technique, ensuite grâce au Programme de développement des capacités mondiales pour soutenir la mise en œuvre du PSMA et des instruments internationaux complémentaires et des mécanismes régionaux de lutte contre la pêche INN, et enfin grâce au Fonds d'assistance du PSMA qui demeure encore à créer.

Je me permets d'ailleurs de préciser que la ratification du PSAM par mon pays viendra renforcer mais non modifier en substance les mesures d'ores et déjà intégrées dans le cadre juridique national comorien sur la pêche qui sont prises en compte dans les textes en vigueur régissant la pêche maritime en Union des Comores. En d'autres termes les grandes dispositions sur les mesures de l'État de Port sont largement prises en compte dans le cadre juridique national.

Mesdames et Messieurs,

L'Union des Comores est un petit Etat, mais un Etat conscient de ses responsabilités historiques vis-à-vis de son environnement et de la biodiversité marine dans le canal de Mozambique. Nous y sommes venus parce que nous avons la pleine conviction que seul l'effort coordonné de la communauté internationale sera en mesure de rectifier une route qui nous mène collectivement, nous nations maritimes et toute l'humanité, vers les abysses si nous n'en changeons pas le cap. C'est dans ce cadre que l'Union des Comores s'offre une dynamique nouvelle d'ouverture et de coopération en matière de pêche afin de pallier ses insuffisances techniques et institutionnelles. Elle s'engage et y travaille ardemment pour adhérer à la Fisheries Transparency Initiative pour justement participer à cette collaboration multipartite pour la promotion d'un Océan propre et d'une pêche durable.

Ceci étant dit, et en prenant toutes nos responsabilités en tant qu'Etat, nous nous réjouissons de notre participation à cette conférence et nous sommes encore déterminés plus que jamais à honorer nos engagements de Brest en passant par Nairobi et aujourd'hui à Lisbonne.

Je vous remercie.

